

PARIS, le 17 mars 2015
Original anglais

Point 27 de l'ordre du jour provisoire

**APPLICATION DE LA RÉSOLUTION 37 C/67 ET DE LA DÉCISION 195 EX/28
CONCERNANT LES INSTITUTIONS ÉDUCATIVES ET CULTURELLES
DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPÉS**

Résumé

Le présent document rend compte des progrès accomplis par l'UNESCO depuis la 195^e session du Conseil exécutif en ce qui concerne l'aide fournie au peuple palestinien et à ses institutions éducatives et culturelles, ainsi qu'aux institutions analogues dans le Golan syrien occupé.

Aucune incidence financière ou administrative.

Aucune décision n'est proposée.

1. Le présent document rend compte de l'aide apportée à l'Autorité palestinienne et aux parties prenantes palestiniennes concernées, ainsi qu'au Golan syrien occupé, entre juillet 2014 et janvier 2015.

2. La Partie IV du document 196 EX/26 (« Palestine occupée ») fournit des informations détaillées sur l'aide apportée par l'UNESCO à Gaza, notamment dans le contexte de l'actuelle crise humanitaire. Ces informations ne figurent donc pas dans le présent document.

I. AIDE DE L'UNESCO À LA PALESTINE

ÉDUCATION

3. Avec l'appui technique de l'UNESCO, le Ministère a finalisé le projet de rapport d'évaluation nationale de l'Éducation pour tous et organisé la Consultation nationale sur l'EPT pour la Palestine, manifestation organisée en parallèle à Ramallah et à Gaza et qui a réuni plus de 270 acteurs de l'éducation. L'UNESCO appuie également l'examen et la finalisation de la première politique nationale d'éducation inclusive en menant une large consultation de groupes thématiques ad hoc créés à la fois en Cisjordanie et à Gaza. Cette politique devrait être finalisée en mars 2015. Enfin, l'UNESCO a appuyé la participation du Ministère à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable (EDD), tenue à Aichi-Nagoya (Japon) du 10 au 12 novembre 2014.

4. À l'appui de la mise en œuvre de l'Éducation pour tous en Palestine, on s'est employé, en particulier, à promouvoir une éducation inclusive et adaptée au moyen d'activités pilotes

d'enseignement et d'apprentissage dirigées par des enfants dans 70 écoles (58 publiques et 12 de l'UNRWA) de Cisjordanie et de Gaza. La deuxième phase de ce projet a débuté en août 2014 et s'achèvera en mai 2015, bénéficiant à plus de 27 000 élèves et 1 265 enseignants. Financée par le Fonds de l'OPEP pour le développement international et le Fonds du Golfe arabe, cette activité est mise en œuvre avec le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, l'UNRWA et le Conseil norvégien pour les réfugiés.

5. Avec le soutien financier du Comité saoudien pour l'aide au peuple palestinien, l'UNESCO a créé douze bibliothèques – dix en Cisjordanie et deux à Gaza – pour aider les étudiants vulnérables en leur fournissant des lieux d'étude et de recherche, des manuels et d'autres ressources, ainsi que des rampes d'accès et des toilettes réservées aux personnes handicapées. En outre, il a été finalisé un dossier de plaidoyer pour le droit à l'enseignement supérieur en Palestine et organisé, pour les bibliothécaires, des sessions de formation à son utilisation qui aideront chaque bibliothèque à élaborer les plans de mise en œuvre de sa propre campagne. L'ensemble s'inscrit dans le cadre des activités que l'UNESCO mène sur le droit à l'éducation inclusive, qui placent un accent particulier sur l'accès des étudiants ayant des besoins spéciaux à une éducation de qualité.

6. L'UNESCO a continué de participer activement à l'équipe humanitaire de pays, aidant le groupe Éducation à élaborer le cycle 2015 du programme humanitaire pour la Palestine. On trouvera de plus amples informations sur les résultats de ce projet dans un rapport distinct consacré à la reconstruction et au développement de Gaza (196 EX/26).

CULTURE

7. Pendant la période considérée, l'UNESCO a poursuivi sa coopération dans le domaine de la culture, fournissant une assistance technique, renforçant les capacités des institutions palestiniennes concernées et mettant en œuvre des projets sur le terrain.

8. Le projet de Parc archéologique de Tell Balata, à Naplouse (2010-2014), qui était financé par le Gouvernement néerlandais, a été achevé avec succès en étroite collaboration avec le Ministère du tourisme et des antiquités, l'Université de Leyde et la participation active de la communauté locale. Tous les objectifs du projet ont été atteints : recherche, levés, fouilles, mesures de conservation d'urgence, participation locale et publications. Il a été construit un centre des visiteurs comprenant un musée, un bureau, ainsi qu'une salle d'interprétation et de documentation (un film documentaire et promotionnel a été spécialement produit pour faire valoir la riche histoire du site). Ce projet global est considéré comme un modèle pour la conservation, la gestion et la promotion du patrimoine culturel palestinien, son appropriation locale et sa viabilité étant assurées par la création d'un plan de gestion et la nomination d'un personnel permanent par le Ministère du tourisme et des antiquités. Maintenant ouvert au public, le site peut davantage contribuer à la croissance économique et à la création de nouvelles opportunités de développement durable local.

9. Pendant sa deuxième année de mise en œuvre, le projet de développement local par la remise en état et la revitalisation de l'environnement historique construit palestinien, financé par l'Agence suédoise de développement international, a aidé à renforcer les moyens techniques de 178 architectes, ingénieurs et jeunes spécialistes de la préservation du patrimoine culturel par la formation et la rénovation de sites historiques de villes et de localités rurales palestiniennes. Vingt-sept sites historiques ont été rénovés en vue de leur ouverture au public et 16 autres sont en cours de rénovation et de réhabilitation. Le projet aide donc à préserver et à promouvoir le patrimoine culturel palestinien et à renforcer les capacités des institutions palestiniennes et des professionnels concernés.

10. Il a été dispensé, au personnel du Ministère du tourisme et des antiquités et à des administrateurs de sites, une formation aux principes et mécanismes de la Convention du patrimoine mondial, en particulier à l'établissement de rapports sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial.

11. L'UNESCO aide à évaluer les besoins liés à la mise en œuvre de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Palestine, ayant dépêché, à la fin de février 2015, une mission d'experts grâce au financement de l'Office d'Abou Dhabi pour le tourisme et la culture. Menée avec le Ministère de la culture, cette évaluation aidera à mettre en œuvre des activités supplémentaires adaptées à l'appui du patrimoine immatériel palestinien.

COMMUNICATION ET INFORMATION

12. En juillet 2014, il a été lancé deux projets d'appui à la liberté d'expression, financés par le Programme international pour le développement de la communication : « Promouvoir le concept de jeune journalisme citoyen par la formation et l'utilisation de plates-formes ouvertes » et « Donner au Club des femmes journalistes les moyens de promouvoir la liberté d'expression et d'introduire le discours des femmes dans la sphère publique ». Dans le cadre du premier projet, 20 jeunes journalistes citoyens ont été formés à l'écriture et au reportage lors d'un atelier organisé par le partenaire local Wattan TV. Ce projet a également permis de mettre en réseau de jeunes journalistes et le personnel de Wattan, ce qui permet aux premiers de partager leurs histoires et de les publier sur les chaînes de Wattan. Les stagiaires ont produit près de 200 textes – récits, articles et analyses des grands problèmes de société. L'atelier a été conçu comme une activité de formation de formateurs, assurant ainsi la pérennité de l'initiative.

13. Dans le cadre du second projet, mis en œuvre avec le Club des femmes journalistes, 265 femmes journalistes ont assisté à des ateliers de formation qui ont abordé des thèmes tels que la communication sensible au genre, le soutien psychosocial et les médias sociaux. Le Club compte aujourd'hui plus de 300 membres actifs.

ÉGALITÉ DES GENRES

14. L'UNESCO met en œuvre des activités destinées à appuyer l'intégration de l'égalité des genres en Palestine par l'entremise de son Centre de recherche et de documentation des femmes palestiniennes, qui est financé par le Gouvernement norvégien.

15. La bibliothèque/base de données en ligne du Centre, qui recueille toutes les études et données (régionales et internationales) relatives à l'égalité des genres en Palestine, a été lancée officiellement le 2 décembre 2014 et est maintenant accessible au public (www.pwrdc.ps). En juillet 2014, elle avait mis à disposition plus de 5 000 livres et publications consacrés à l'égalité des genres.

16. Quarante-huit cadres d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux spécialisés dans l'égalité des genres de Cisjordanie et de Gaza ont suivi un programme (192 heures) de développement des capacités destiné à des chercheurs qui étudient les politiques du point de vue de l'égalité des genres. Les participants sélectionnés forment désormais un réseau de base. Un référentiel de formation, en cours de finalisation en anglais et en arabe, a été élaboré avec l'Institut d'études féminines de l'Université de Birzeit.

17. En partenariat avec l'Institut d'études féminines de l'Université de Birzeit, le Centre a organisé, sur cinq jours, une formation à la planification dans une perspective d'égalité des genres pour 22 membres du Comité consultatif sur l'égalité des genres du Secteur de la sécurité de l'Autorité palestinienne.

18. Les 9 et 10 décembre 2014, le Centre a organisé à Ramallah et à Gaza une conférence internationale sur le rôle des femmes dans la reconstruction et la consolidation de la paix, qui a réuni plus de 200 experts et cadres nationaux et internationaux spécialisés dans l'étude des questions de genre afin de débattre du rôle du genre dans les conflits, dans la consolidation de la paix et dans la reconstruction, et de renforcer la recherche et l'élaboration de politiques dans ce domaine en Palestine et dans le monde.

19. Dans le cadre de la campagne menée contre la violence fondée sur le sexe, le Centre de recherche et de documentation des femmes palestiniennes a mis en place un atelier de théâtre communautaire destiné aux jeunes marginalisés et produit une pièce qui a été montrée en novembre et décembre 2014. S'appuyant sur les résultats positifs de cette campagne, des activités récréatives et psychosociales passant par le théâtre et la narration vont être lancées en février 2015 à l'intention des femmes et des enfants des refuges de l'UNRWA à Gaza.

JEUNES

20. Le programme « Réseaux de la jeunesse méditerranéenne » est un programme multisectoriel régional financé par l'Union européenne dont l'objectif est d'améliorer l'accès et la participation effective des jeunes à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies et des politiques nationales qui touchent les jeunes femmes et hommes. Dans ce cadre, l'UNESCO renforce les capacités des organisations de jeunes en développant leur interaction avec les médias et leur utilisation de plates-formes informatiques afin de réduire la fragmentation des activités et d'exploiter le potentiel collectif qu'ont les jeunes d'influer sur la transition démocratique vers la citoyenneté active, la participation politique, la contribution économique et l'inclusion sociale. Le Bureau de l'UNESCO à Ramallah a terminé toutes les consultations et réunions préalables au lancement national du programme.

II. AIDE DE L'UNESCO AU GOLAN SYRIEN OCCUPÉ

21. Le Programme de bourses pour des étudiants syriens du Golan syrien occupé (113 000 dollars financés par le Fonds-en-dépôt japonais) a été lancé en juillet 2009 afin d'octroyer 24 bourses d'une durée de quatre années universitaires chacune à des étudiants du Golan syrien occupé. Il s'est achevé en mars 2013. En l'absence d'autres ressources extrabudgétaires, l'UNESCO n'a pas pu, à ce jour, continuer de fournir cette aide.